

Face à l'info : Éric Zemmour en liberté, cela fait du bien !



L'émission « Face à l'info » d'hier soir était consacrée à l'intervention du Premier ministre présentant son plan de déconfinement, lequel s'apparente davantage à un simple allègement du dispositif en vigueur plutôt qu'à une véritable levée des contraintes. L'immobilisme est de rigueur.

Entre les espoirs suscités par Macron, qui avait annoncé la date du 11 mai pour recouvrer notre liberté et sortir de ce carcan insupportable, et les règles aussi complexes que floues énoncées hier par Édouard Philippe, c'est une véritable douche froide qui s'est abattue sur les citoyens.

Ce déconfinement s'avère aussi hésitant qu'hypothétique. La prudence d'Édouard Philippe inquiète davantage qu'elle ne rassure. À la moindre reprise de l'épidémie, le confinement total sera reconduit.

Tango permanent pour l'ouverture des établissements scolaires, inquiétude pour les artisans, commerçants et TPE. Fermeture maintenue pour les hôtels, restaurants et cafés.

Toujours pas de rassemblements, suppression des manifestations sportives, fermeture des musées et des spectacles. Bref, à part l'ouverture des petits commerces, mais pas les grandes surfaces, rien ne change.

Liberté surveillée dans un rayon de 100 kilomètres, avec des zones rouges ou vertes et des plages fermées jusqu'au 1^{er} juin. Enterrés les week-ends du mois de mai !

Il est évident que Philippe nous fait un numéro d'équilibriste entre la peur d'une nouvelle explosion de l'épidémie et l'angoisse d'un effondrement économique du pays.

Mais comme le dit Zemmour, pour avoir refusé de regarder et d'appliquer dès février ce que faisaient les autres pays qui s'en sortent mieux, **la France connaît à la fois une hécatombe et un effondrement de son économie**, à l'arrêt depuis bientôt trois mois.

58 milliards ont été dépensés pour le chômage partiel. Un mois de confinement coûte 1 point de PIB au pays, soit 25 milliards. Trois mois de confinement vont coûter 75 milliards.

Macron et son gouvernement paient le prix de leur incurie et de leur inaction criminelle des débuts de crise. Refus de fermer les frontières, retard pour commander des masques, des tests, des respirateurs et des produits de réanimation. Tout n'a été que cacophonie, ordres et contre-ordres. Une gestion de crise au doigt mouillé.

Au-delà de la tragédie sanitaire, tout cela va se payer également par un décrochage scolaire pour beaucoup de jeunes et par une récession économique aux conséquences incalculables.

C'est la pénurie qui a mené au confinement, rappelle Zemmour.

Il déplore l'absence totale de mea-culpa de la part du Premier ministre, pour la gestion calamiteuse de la crise.

Et quand Édouard Philippe déplore les attaques et critiques multiples sur les réseaux sociaux, Zemmour rétorque : mais à qui la faute ? Le peuple a quand même le droit de dénoncer les manquements gravissimes du gouvernement.

Nous faisons partie du trio des grands perdants, avec l'Italie et l'Espagne, qui ont les plus forts taux de décès par million d'habitants, alors qu'il suffisait d'imiter les

bons élèves pour nous éviter le désastre.

On a laissé les frontières ouvertes alors que ce sont les pays qui les ont fermées au plus tôt qui ont évité l'hécatombe, dit Zemmour. Résultat, Macron instaure des frontières intérieures, sans possibilité de se déplacer au-delà de 100 kilomètres !

Pour Zemmour, Macron veut déconfiner rapidement pour éviter le naufrage économique, alors que Philippe craint avant tout les procès en cascade. Le spectre du « sang contaminé » plane sur Matignon.

Tout cela va se traduire par un prix humain et économique colossal.

Le débat se poursuit sur le déconfinement en Italie, beaucoup plus large qu'en France, sauf pour les écoles restées fermées jusqu'en septembre.

Les pays nordiques, prévoyants dès le début de l'épidémie, déconfinent aujourd'hui sans jamais avoir connu de grave crise sanitaire, tout comme les pays de l'Est.

Aux États-Unis, c'est la confusion. Chaque État mène sa barque comme il le peut.

Vient ensuite une belle envolée sur Danton, brillant orateur et homme de « la Patrie en danger », qui, en 1792, galvanise le pays menacé par l'ennemi étranger. Il finira sur l'échafaud en 1794 !

Christine Kelly invite ensuite Zemmour à commenter **l'agression contre deux policiers à Colombes**. Ces deux policiers à moto ont été grièvement blessés quand un fanatique ayant fait allégeance à l'État islamique les a volontairement percutés en voiture. Le parquet national antiterroriste a été saisi.

Sur cette affaire gravissime, Zemmour dénonce **le silence des médias**, trop contents de profiter de la crise sanitaire et du confinement pour glisser cette attaque terroriste sous le

tapis. La plupart des agressions liées à l'islam ou à l'immigration sont occultées ou minimisées par la presse.

L'attaque au couteau de Romans-sur-Isère, qui a fait deux morts et des blessés, fait partie de ces agressions sauvages peu commentées dans les médias.

Zemmour souligne aussi la haine anti-flics sur les réseaux sociaux, contre laquelle personne ne s'insurge. Il rappelle trois points essentiels :

1° Depuis 2015, le lien entre trafic en tous genres et terrorisme est une évidence.

2° L'autorité est de plus en plus contestée, autorité des parents, des enseignants et de l'État, par policiers ou pompiers interposés.

3° L'État a laissé se créer des enclaves étrangères, où les policiers qui représentent la puissance coloniale sont interdits. Il faut les repousser.

<http://www.fdesouche.com/1368907-zemmour-il-faut-reconquerir-par-la-force-ces-banlieues-qui-sont-devenues-des-enclaves-etrangeres-cest-eux-ou-nous>

Et le pire est que beaucoup soutiennent les émeutiers des banlieues, comme les signataires de la pétition du Bondy Blog, tels que la CGT, Sud-rail, Sud-Éducation et les mouvements décoloniaux.

Et de rappeler cette expression d'un syndicat de police qui déplore une « **guerre médiatique asymétrique** ».

Les contrôles de police musclés font la Une de la presse et enflamment les réseaux sociaux. Tout incident est transformé en « violences policières », mais les agressions sauvages et les guets-apens contre les forces de l'ordre sont passés sous silence.

Il faut que les policiers filment leurs interventions et montrent la sinistre vérité des banlieues, où les agresseurs ne sont pas ceux qu'on dénonce.

Et Zemmour termine par ces mots : « Éduquer, pour reconquérir les quartiers, je n'y crois plus. Il faut employer la force ou céder ».

Jacques Guillemain